

Viande de cheval : un mal pour un bien ?

Rédigé le 30/07/2013

Le récent scandale de la viande de cheval montre à quel point l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ne tient qu'à un fil. Suite à une erreur d'étiquetage, le secteur agro-alimentaire a perdu la confiance de ses consommateurs en matière d'assurance qualité et de transparence de ses produits alimentaires. L'industrie alimentaire commence juste à remonter la pente et il est probable que certaines entreprises/modèles économiques sortent plus « gagnants » que d'autres du *Horsegate*.

Le scandale de la viande de cheval a d'abord touché la Grande-Bretagne et l'Irlande après que les agences de sécurité alimentaire des deux pays aient confirmé la présence d'ADN de cheval dans des steaks hachés de bœuf en vente dans des distributeurs alimentaires. En l'espace de quelques semaines, le scandale de la viande chevaline a mis en cause plus de 28 entreprises dans au moins 14 pays européens. La plupart des produits concernés étaient des plats préparés, disponibles dans les supermarchés ou servis dans les écoles, les cantines d'hôpitaux et les restaurants. L'ampleur du scandale de la viande de cheval est sans précédent puisque les problèmes antérieurs de sécurité alimentaire ne s'étendaient jusque là qu'à un ou deux pays.

“ Dans cette affaire, il n'est pas question de santé ou de sécurité, mais d'erreur d'étiquetage.

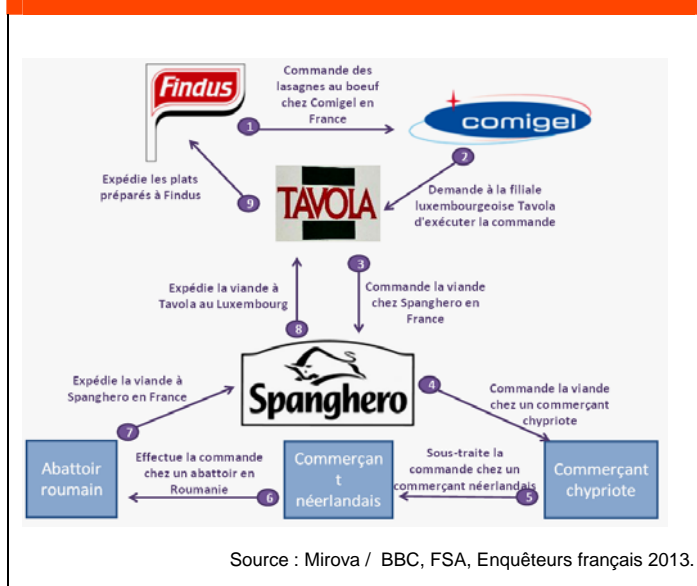
L'affaire de la viande chevaline est surtout et avant tout un scandale lié à l'étiquetage, et non aux questions de santé et sécurité puisque la viande de cheval ne présente aucun danger pour la consommation humaine. De plus, la quantité de phénylbutazone (un médicament vétérinaire principalement destiné aux chevaux) contenue dans la viande de cheval serait trop basse pour nuire aux hommes (*Fergus, 2013*).

Pour autant, les enjeux ne sont pas négligeables puisque certains produits alimentaires estampillés « pur bœuf » contenaient en fait jusqu'à 100 % de viande de cheval.

Casse-tête

Le scandale de la viande de cheval révèle les problèmes inhérents à la multiplication des intermédiaires entre producteur et consommateur, faisant ainsi peser des risques de traçabilité majeurs. Le processus de commande par lequel doit passer Findus pour ses plats préparés illustre clairement le fonctionnement complexe de la chaîne d'approvisionnement [voir le Schéma 1]. Ces longues chaînes d'approvisionnement ont été mises en place en vue de réaliser des économies dans les achats d'ingrédients destinés aux produits transformés et de permettre une externalisation souple de la transformation d'aliments vers des petites et moyennes entreprises.

Schéma 1. Chaîne d'approvisionnement en bœuf de Findus



La viande est un produit de base que les acheteurs voudraient pouvoir obtenir au meilleur prix. Ainsi, il est courant pour un acheteur de travailler avec 10 à 20 abattoirs afin d'obtenir les prix les plus compétitifs, ce qui accroît d'autant une certaine méconnaissance de ses fournisseurs. Par ailleurs, les acheteurs étant à l'affût des meilleures affaires (celles-ci se matérialisant souvent lorsque les abattoirs ont un surplus de viande), la destination de la viande n'est connue de l'abattoir qu'au dernier moment, ce qui rend la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire d'autant plus malaisée. (Lucas, *From workhorse to main course*, 2013).

▪ Les autorités britanniques ont choisi de perquisitionner 5 entreprises et ont arrêté 3 hommes soupçonnés d'avoir incorporé de la viande de cheval dans des produits censés être des steaks hachés au bœuf et des kébabs (Lawless, 2013).

“ Bien que des mécanismes réglementaires existent pour prévenir les fraudes dans la chaîne d'approvisionnement, son degré de complexité ne permet pas de toutes les éliminer du système.

L'intégrité de la chaîne alimentaire dépend fortement de l'autoréglementation du secteur agro-alimentaire lui-même. Toutefois, comme le révèle le dernier scandale de la viande de cheval, cette autoréglementation n'est pas parvenue à prévenir tous les abus.

Guerres des prix

En raison de l'actuel ralentissement économique européen avec des consommateurs davantage sensibles aux prix, les enseignes de la grande distribution se sont engagées dans une véritable guerre afin de conserver leur clientèle. La présence de produits d'appel dans les rayons alimentaires s'inscrit dans cette optique en proposant des plats préparés à 2 ou 3 euros. Afin de pouvoir proposer de tels prix, les distributeurs ont cherché à réduire leurs coûts tout au long de leur chaîne d'approvisionnement.

Le marché de la viande chevaline propose justement des produits à bas coûts, l'offre y excédant la demande. Un bas coût encore accentué par plusieurs événements extérieurs au scandale de la viande de cheval :

Tableau 1. Aperçu de quelques entreprises et pays touchés par le scandale de la viande de cheval

Date	Entreprise	Actualités
15 janvier	Aldi	Viande de cheval détectée pour la première fois dans des steaks hachés au bœuf
15, 18 février	Lidl	Lidl retire les produits contenant de la viande de cheval non-déclarée des rayons de ses supermarchés en Suède, Finlande, Danemark et Autriche.
13 février	Coop	La chaîne de supermarchés suisses confirme la présence de viande de cheval dans des lasagnes surgelées.
18 février	Nestlé	Des plats préparés de pâtes vendus en Italie, France et Espagne contiennent plus d'1% de viande de cheval.
22 février	Birds Eye	Birds Eye retire trois séries de plats préparés après que des traces de cheval aient été trouvées dans un autre plat préparé provenant du même fournisseur.
25 février	Ikea	De la viande de cheval est retrouvée dans les boules de viande vendues en République Tchèque, Slovaquie, Hongrie, France, Royaume-Uni, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Italie, Grèce, Chypre et Irlande.
12 mars	Tesco	Tesco continue à retrouver de la viande de cheval dans ses propres produits de marque. Le dernier produit dans lequel de la viande de cheval a été détectée est le pain de viande Simply Roast.

Source : Mirova / Agences de Presse, FSA, 2013.

Le nombre d'entreprises et de pays concernés par ce scandale montre que la responsabilité n'incombe pas à une seule partie, comme le prouvent les pistes divergentes suivies par les autorités des pays concernés :

- Les autorités françaises, par exemple, tiennent l'entreprise Spanghero pour responsable de la viande de cheval trouvée dans les produits Findus.
- Les procureurs néerlandais procèdent pour leur part à une enquête sur une usine de transformation de viande située aux Pays-Bas. Un négociant néerlandais (qui a déjà été condamné début 2012 pour avoir vendu de la viande chevaline provenant d'Amérique du Sud pour de la viande de bœuf en provenance d'Allemagne et des Pays-Bas) semble aussi être mêlé à cette affaire.

▪ L'excédent d'offre de viande de cheval peut ainsi s'expliquer par le nombre croissant de propriétaires de chevaux qui, à travers l'Europe et en Irlande en particulier, se sont retrouvés en difficulté financière. Incapables de subvenir aux besoins de leurs animaux, ces propriétaires ont souvent préféré les envoyer à l'abattoir, sort qu'ils estimaient plus humain (Smyth, 2013).

▪ Autre explication de cet afflux de viande chevaline sur le marché : la récente mise en application d'une loi relative à l'utilisation d'attelages sur route en Roumanie.

Si les charrettes tirées par des chevaux étaient monnaie courante sur les routes roumaines, la loi en interdit désormais l'utilisation. Nombre de propriétaires se sont donc séparés de leurs bêtes (Lichfield, 2013 - Arumugam, 2013). En Roumanie, la viande de cheval se vend désormais à 0,50 € le kilo contre un coût de revient de 3 € pour le bœuf (Lucas, *From workhorse to main course*, 2013). Il n'est donc guère surprenant de voir certains acteurs peu scrupuleux substituer l'une à l'autre.

Opportunités à venir

Le scandale de la viande de cheval va nécessairement entraîner des bouleversements dans le secteur agro-alimentaire :

- En premier lieu, il s'agira de déterminer si les habitudes des consommateurs se modifient.
- Face à eux, les entreprises prendront certainement des initiatives visant à regagner leur confiance.
- Les régulateurs enfin, sont incités à trouver des solutions de contrôle afin de s'assurer qu'un tel scandale ne se reproduise pas.

Dans cette transformation, certaines entreprises et certains modèles économiques seront gagnants par rapport à d'autres.

“ Si les impacts du scandale ne sont que momentanés sur le comportement du consommateur, les répercussions sur les entreprises et régulateurs seront plus durables.

À court terme, il est probable que les consommateurs éviteront d'acheter les produits concernés par le scandale, et opteront pour des produits alternatifs. En témoignent plusieurs rapports selon lesquels, quatre semaines après l'éclatement du scandale, la vente des produits tels que les steaks hachés surgelés était en baisse, tandis que les produits biologiques et végétariens enregistraient une demande croissante (Kantar WorldPanel, 2013 - Lucas, 2013).

Les entreprises alimentaires de produits biologiques et végétariens sont ainsi les mieux placées pour tirer avantage des changements momentanés de comportement. L'alimentation biologique bénéficie d'une chaîne d'approvisionnement plus courte et mieux contrôlée, l'exposant de manière plus réduite aux risques de malversations.

Toutefois, ce changement comportemental n'est probablement que temporaire. Comme le montrent les études après un scandale alimentaire, les habitudes d'achat redeviennent progressivement les mêmes qu'auparavant (Schlenker & Villas-Boas, 2006). Il faudra donc redoubler d'efforts pour transformer les habitudes d'achat des consommateurs afin de passer de plats préparés et produits surgelés liés à des chaînes d'approvisionnement longues et complexes, à des aliments provenant de chaînes d'approvisionnement plus sûres.

Les répercussions sur les entreprises et les régulateurs seront néanmoins plus durables. Plusieurs initiatives sont d'ores et déjà lancées afin d'éviter de se retrouver dans une situation similaire. L'une d'entre elles consiste à simplifier les rôles au sein de la chaîne d'approvisionnement :

- McDonald's, connu pour ses hamburgers, n'a pas été affecté par le scandale, le groupe ayant fortement investi dans sa chaîne d'approvisionnement pour la simplifier et la rendre la plus transparente possible.
- L'enseigne de supermarchés Tesco s'est engagée à améliorer sa chaîne d'approvisionnement en instaurant des mécanismes de contrôle plus performants, en s'approvisionnant localement pour certains produits, établissant des liens plus durables avec ses fournisseurs, et en améliorant la transparence.
- L'Union Européenne a de son côté proposé une résolution pour un étiquetage plus rigoureux des produits agro-alimentaires.

Les régulateurs s'attendent aussi à ce que les entreprises alimentaires effectuent un plus grand nombre d'analyses afin de s'assurer que leurs produits soient conformes aux normes de sécurité alimentaire. Les organismes d'essai, de contrôle et de certification, tel que Eurofins, un organisme du secteur des sciences de la vie sur le marché de l'analyse alimentaire et pharmaceutique, bénéficieront pleinement d'une augmentation de la demande en analyses.

Depuis le scandale de la viande chevaline, les organismes d'essai, de contrôle et de certification connaissent déjà un afflux de demandes et cette tendance va certainement s'intensifier puisque les changements de réglementation à l'avenir seront accompagnés d'un plus grand nombre de contrôles.

“ Ce type de scandale révèle les forces et faiblesses des systèmes actuels.

Le scandale de la viande de cheval, s'il a révélé la fragilité de la chaîne d'approvisionnement en viande, est allé bien au-delà. Il nous rappelle notamment que de tels événements peuvent encore aisément se produire sur des marchés a priori parvenus à maturité et où les contrôles et réglementations sont généralement plus stricts et mieux respectés.

Les scandales alimentaires ne sont en effet hélas, pas l'apanage de l'Europe :

- En témoigne une étude récente publiée par l'ONG américaine Oceana, qui a quant à elle révélé que les produits à base de poisson vendus en supermarchés aux États-Unis n'étaient pas correctement étiquetés. Sur les 1 200 produits relevés dans 674 points de vente, un tiers des produits était falsifié ; la composition des préparations ne correspondant pas à ce qui était affiché.

- En Afrique du Sud, une autre étude a démontré que de la viande de singe, de chèvre et de buffle avait été estampillée « pur bœuf » dans des steaks hachés, de la charcuterie, des saucisses ou encore des viandes séchées.

- En Chine, Yum Brands, propriétaire de la chaîne de fast-food KFC, a dû faire face à certaines préoccupations concernant ses normes de sécurité alimentaire après qu'il ait été révélé que la viande de poulet fournie par ses fournisseurs avait reçu des injections d'hormones de croissance et des médicaments antiviraux non conformes aux règles de sécurité alimentaire.

Les scandales liés aux chaînes d'approvisionnement soulignent l'importance des contrôles, de la traçabilité et de la transparence pour l'industrie agroalimentaire. Les chaînes d'approvisionnement devenant de plus en plus complexes, la capacité à améliorer la transparence des fournisseurs sera un processus de long terme pour les entreprises.

La stratégie de Mirova consiste ainsi à investir dans les entreprises qui adhèrent à ces tendances longues et en tireront donc profit par rapport à des acteurs ne prenant pas en compte ces éléments fondamentaux et différenciants. Il est en effet essentiel pour les entreprises d'avoir une vision durable de leur activité et des risques qui y sont liés. Un scandale tel que celui de la viande de cheval pointe en effet du doigt les défauts du système actuel et attire l'attention sur les acteurs qui sont tout à la fois capables de rester à l'écart et d'en relever les défis avec, dans ce cas précis, la mise en place d'une surveillance accrue et de contrôles plus efficaces des chaînes d'approvisionnement.

Ces événements permettent de tester la force des entreprises et leur capacité à améliorer leurs pratiques une fois leurs responsabilités (re)connues. Cela offre par ailleurs une place avantageuse aux organismes qui bénéficieraient le plus d'un changement des pratiques au sein des entreprises [cf. Schéma 2].

Au final, les entreprises qui sortent indemnes ou renforcées des scandales, sont des entreprises qui révèlent leur capacité de résilience durant les périodes difficiles et leur volonté de promouvoir une véritable création de valeur à long terme pour tous les acteurs de leur chaîne d'approvisionnement.

Schéma 2. Laboratoires d'analyse alimentaire d'organismes d'essai, de contrôle et de certification



Bibliographie

Arumugam, N. (14/02/2013) – “The Romanian Horse Cart Ban That’s (Probably) Behind Europe’s Horse Meat Scandal” - *Forbes*.

Fergus, W. (15/02/2013) – “Horsemeat - food fraud, not food safety” - *BBC News Health*.

Kantar WorldPanel (04/03/2013) - *Grocery Market Share Ireland - Horsemeat contamination shifts shopper habits*.

Kantar WorldPanel (26/02/2013) - *Grocery Market Share UK - First Retailer Share Data Since Horsemeat Contamination Broke*.

Lawless, J. (15/02/2013) - “Spanghero, Draap, Firms Accused of Selling Horsemeat, Deny Fraud” - *Financial Times*.

Lichfield, J. (10/02/2013) – “Horsemeat found in British supermarkets ‘may be donkey’” - *The Independent*.

Lucas, L. (15/02/2013) – “From workhorse to main course” - *Financial Times*.

Lucas, L. (14/03/2013) – “Horsemeat scandal sheds light on tastes” - *Financial Times*.

Schlenker, W., & Villas-Boas, S. B. (2006) – “Consumer and Market Responses to Mad-Cow Disease” - *CUDARE Working Papers*, Department of Agricultural & Resource Economics, UCB, 16.

Smyth, J. (13/02/2013) – “Horse cull by cash-strapped owners”. *Financial Times*.

Tesco. (n.d.) - *Tesco Food News* – Extrait de tescofoodnews.com.

AVERTISSEMENT

Ce document est destiné à des clients professionnels. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Natixis Asset Management. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif.

Il constitue une présentation conçue et réalisée par Natixis Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure se réservent la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et notamment en ce qui concerne la description des processus de gestion qui ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure ne sauraient être tenues responsables de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les OPCVM, gérés par Natixis Asset Management, cités dans ce document ont reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers ou sont autorisés à la commercialisation en France ou éventuellement dans d'autres pays où la loi l'autorise.

Les OPCVM, gérés par Mirova Environment and Infrastructure, ne sont pas soumis à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers et peuvent adopter des règles d'investissement dérogatoires décrites dans le règlement.

Préalablement à tout investissement, il convient de vérifier si l'investisseur est légalement autorisé à souscrire dans un OPCVM ; en particulier la souscription des OPCVM gérés par Mirova Environment and Infrastructure, strictement réservée à des investisseurs avertis répondant aux critères définis dans leur règlement.


Les caractéristiques, les frais et le profil de risque et de rendement relatifs à l'investissement dans un OPCVM sont décrits dans le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI) de ce dernier. Le DICI ou le règlement et les documents périodiques sont disponibles sur demande auprès de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Vous devez prendre connaissance du DICI ou du règlement, qui doit vous être remis, préalablement à la souscription.

Dans l'hypothèse où un OPCVM fait l'objet d'un traitement fiscal particulier, il est précisé que ce traitement dépend de la situation individuelle de chaque client et qu'il est susceptible d'être modifié ultérieurement.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Natixis Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Mirova. Responsible investing*

Mirova est une marque de Natixis Asset Management.

 Rendez-vous sur www.mirova.com
Suivez-nous : @Mirova_RI

NATIXIS ASSET MANAGEMENT

Société anonyme au capital de 50 434 604,76 €
RCS Paris 329 450 738 - Agrément AMF n°90 009
21 quai d'Austerlitz - 75634 Paris Cedex 13

MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE

Société par actions simplifiée au capital de 550 000 €
Agrément AMF n°GP 02 014 - RCS Paris 394 648 216
21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

L'activité de financement des infrastructures est gérée par Mirova Environment and Infrastructure, filiale de Natixis Asset Management.

UNE EXPERTISE  **NATIXIS**
GLOBAL ASSET MANAGEMENT

* Responsible investing : investir responsable.

